

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

ARRÊTÉ

Arrêté de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

IMERYS CERAMICS FRANCE
154 avenue de l'Université
75007 PARIS
Carrière «Le Chevannet» à
SAINT-VINCENT-BRAGNY

N° 10-03 626

Vu le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, notamment son articles L 514-1 ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000/3067/2-2 du 16 juin 2000 autorisant la société CERATERA à exploiter, pour une durée de vingt ans, une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Saint-Vincent-Bragny,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08-00967 du 3 mars 2008 autorisant le changement d'exploitant de cette carrière au profit de la société IMERYS CERAMICS FRANCE,

Considérant que, conformément aux termes de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2000, le détenteur de l'autorisation de la carrière était tenu d'adresser au préfet un document attestant du renouvellement des garanties financières six mois avant leur date d'échéance,

Considérant qu'à ce jour, ce document n'a pas été fourni, alors qu'il est exigible depuis le 16 décembre 2009,

Considérant que les délais imposés ne sont pas respectés,

Vu le rapport de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne du 11 août 2010,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société IMERYS CERAMICS FRANCE dont le siège social est situé 154 avenue de l'Université à PARIS, est mise en demeure d'adresser au préfet de Saône-et-Loire, sous un délai d'un mois, le document attestant du renouvellement des garanties financières requis à l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2000/3067/2-2 du 16 juin 2000 autorisant l'exploitation de la carrière de Saint-Vincent-Bragny, lieu-dit «Le Chevannet»

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3-DELAÏ ET VOIE DE RECOURS :


La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4-EXECUTION ET COPIES :

Madame la secrétaire générale de la Préfecture et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société IMERYS CERAMICS FRANCE et dont copie sera faite à

- M. le sous-préfet de Charolles
- M. le maire de Saint-Vincent-Bragny,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 26 AOUT 2010



Thierry LATASTE